

Paul Magnette : « On parlera bientôt d'un modèle wallon »

► Le gouvernement wallon a passé le cap des cent jours. Dans une grande discrétion. Mais « ce qui se passe en Wallonie est enthousiasmant ».

► Au fédéral par contre, selon Magnette, c'est une tout autre histoire.

Cent jours et des poussières que le gouvernement PS-CDH est aux affaires ! C'est fou comme le temps passe vite. Vite et dans le calme : « Il faut communiquer quand on a quelque chose à dire », explique Paul Magnette. Le ministre-président refuse les effets d'annonce mais regrette aussi que « l'information reste à 80 % fédérale à Bruxelles et en Wallonie, ce qui témoigne d'un décalage entre la réalité du pouvoir et sa perception par les médias ».

La Wallonie, parlons-en...

Même le budget 2015 est passé au second plan derrière l'accord fédéral. Une discrétion organisée ?

Mais non ! Qui pouvait savoir que le gouvernement fédéral allait sortir ce jour-là ? Nous sommes dans notre propre rythme. Ne pensez pas que nous sommes obnubilés par le fédéral. Nous vivons dans un milieu politique, un monde en soi, qui a ses propres préoccupations. Je refuse de rentrer dans ce jeu du gouvernement wallon bastion de résistance contre le fédéral. Chacun son travail et ses responsabilités dans un esprit de loyauté fédérale.

Reste que les économies envisagées en Wallonie suscitent l'inquiétude, faute d'explications peut-être...

Nous avons travaillé en trois temps. Trouver notre propre rythme de retour à l'équilibre d'abord. Puis travailler sur les investissements...

Le fameux « lissage »...

J'en profite pour expliquer : pratique-

ment, aucun investissement ne sera réellement reporté dans le temps. On parle de lissage technique, comptable : on photographie mieux les dépenses réelles sur une année, on voit celles qui peuvent être décalées. Cela veut donc dire qu'on ne va pas ralentir les chantiers, j'insiste. Aucun chantier ne s'arrêtera et nous avons veillé à prévoir tous les moyens qui permettront d'honorer les factures.

Enfin, nous avons dû faire des choix sur le fonctionnement... Deux éléments centraux étaient à préserver absolument : le financement des programmes européens comme le Feder, et le plan Marshall. Cette dernière stratégie dont tout le monde dit qu'elle marche, nous allons donc la poursuivre...

Sauf que des experts disent que la création d'emplois n'est pas au rendez-vous. Que leur répondez-vous ?

Qu'il y a une vraie difficulté à calculer combien on crée d'emplois nets... A la Sonaca, des programmes issus de projets portés par les pôles de compétitivité ont permis de moderniser la manière dont on réalise les bords d'attaque des avions. De quoi réaliser des économies sur les coûts et de conclure des contrats importants. Conséquence : on préserve les emplois existants, on en crée d'autres. Mais quelle aurait été la création nette si Marshall n'avait pas été là ? Je plaide pour que l'évaluation du plan Marshall soit plus large, plus globale.

Cela dit, nous sommes à un cap essentiel. Au bout de dix ans, on peut tirer des conclusions, stabiliser le modèle, le recentrer sans doute... Avec Marshall, nous avons réconcilié le secteur des entreprises, les universités et les pouvoirs publics. Par rapport aux moyens investis, Marshall, c'est un succès incroyable. Nous sommes jalouxés, en Flandre et à l'étranger. On commence à évoquer un modèle wallon...

Comment ça ?

mieux. « Il y a déjà eu dix ans de travail remarquable, on s'inscrit dans la continuité. Je salue ce travail. On a d'ailleurs, et de très loin, le meilleur ministre de l'Économie qu'on a jamais eu en Wallonie. Il fait un boulot reconnu très largement. »

En fin d'interview, on insiste quand même : l'entente Magnette/Marcourt, n'était-ce pas

C'est enthousiasmant : dans quatre ou cinq ans, on parlera sans doute d'un modèle wallon, comme on dit « modèle suédois ». On nous copierait en disant que la Wallonie a réussi sa transition industrielle et qu'il faut s'en inspirer. C'est fantastique, non ? Là on arrive à un seuil critique, notre démarche commence à avoir une influence sur le moral...

Avez-vous vraiment l'impression que cet optimisme filtre dans la population ? Non, c'est vrai ! Cela frappe les décideurs, mais pas au-delà, pas dans cette société wallonne où la morosité demeure. Pendant cinq ans, tout notre travail consistera à changer cet état d'esprit... Voilà le plus désespérant pour les gens de ma génération, ces Wallons qui regardent le bout de leurs chaussures, qui disent que c'est trop beau pour eux, trop difficile. Il faut de l'enthousiasme...

N'affichez-vous pas là un excès d'optimisme ?

Avant de me lancer dans cette aventure wallonne, j'ai beaucoup regardé ce qui s'était passé dans les régions où la transition industrielle a été réussie : la Finlande, le Pays basque, la Flandre bien sûr. Le constat, c'est qu'il y a toujours un point critique. On assiste à toute une série de progrès qui s'accumulent... et puis un jour, ça bascule. Cela se sent, cela se dit... Les gens y adhèrent. Une certaine fierté naît. En Flandre, c'était il y a une vingtaine d'années quand le « Vlaams » est devenu à la mode. En Wallonie, je vois ces jeunes cuisiniers qui se disent wallons et fiers de l'être, ces créateurs, ces architectes contribuer à une modernisation culturelle de la Région, comme en Flandre à l'époque. C'est un signe.

La Wallonie est au début de quelque chose... ■

Propos recueillis par
ÉRIC DEFFET et VÉRONIQUE LAMQUIN

GOUVERNEMENT

« Marcourt ? Le meilleur ministre de l'Économie »

La phrase est glissée spontanément, au détour d'un élan enthousiaste pour la Wallonie qui va

l'un des principaux défis du gouvernement wallon ? La réponse fuse : « Je m'entends extrêmement bien avec lui. Cela ne date pas d'hier, on a toujours eu une très, très bonne relation. » Le Liégeois ne regrette donc pas l'Elysette ? « Il n'aurait pas pu être ministre-président et avoir toutes ses compétences. »

« Le PS réfléchit à la manière de calibrer son opposition »

Vous n'avez pas été manifester ?

Je ne pense pas que ce soit la place d'un ministre-président de défiler contre le gouvernement fédéral.

Vous pensez que ce gouvernement va durablement cliver la société ?

C'est évident ! La Belgique est un pays fragile. Il a fallu des décennies pour construire les trois grands compromis : entre catholiques et laïques, travailleurs et employeurs, nord et sud. C'est ça qui a fait que, petit à petit, notre démocratie s'est stabilisée. On est parvenu à cette espèce de miracle, que les politologues du monde entier viennent voir : la démocratie du compromis. Ce qui est terrible, c'est que ce gouvernement, en quelques heures, casse profondément ces compromis. De vieilles blessures vont se raviver.

Vous n'exagérez pas un peu ?

Non ! Ce gouvernement dégrade la civilité. La Belgique est un pays où il est très compliqué de construire du respect. Entre nord et sud, croyants et laïques, travailleurs et employeurs. On a inventé une extraordinaire machinerie à civiliser les relations sociales. C'est ce qui fait qu'on est un pays paisible, serein, qui ne se prend pas au sérieux, qui a de l'humour. En quelques jours, on est parvenu à casser ça.

Le PS a sa part de responsabilité, avec la bronca à la Chambre ?

Je vois bien qu'il y a un débat sur la forme, qui escamote celui de fond. On n'est pas sourds. Et oui, le PS réfléchit à la manière de calibrer son opposition (NDLR : cf. ci-contre). Mais les faits concernant Theo Francken et Jan Jambon sont vraiment très graves, il fallait les dénoncer. De Wever dit que ce sont des foutaises franco-phones ? Là, il humilie littéralement Charles Michel. Pourquoi le Premier ne coupe-t-il pas tout de suite la polémique ?

« Si notre opposition ne passe pas, il faut en avoir conscience et il faut rectifier le tir »

Charles Michel n'avait pas le choix, il y allait de la survie de son équipe ?

Il vaut mieux n'avoir été Premier ministre qu'un jour dans la dignité que de démarquer sur une offense pareille.

Les réactions sont très différentes au nord et au sud. La N-VA a raison : la Belgique, ce sont deux démocraties ?

Dans un cas comme dans l'autre, De Wever a gagné. Si ça marche, et s'il a de la chance, qu'il y a un peu de croissance qui revient, il pourra dire "j'ai mis les socialistes dehors, ça fonctionne". Si ça ne marche pas, et qu'il y a une polarisation très forte, communautaire et sociale, il pourra dire "il faut passer au confédéralisme". Très bien joué de De Wever, il a pris complètement en otage Charles Michel. Et il ne se gêne pas pour montrer que c'est lui le patron.

Regardez le cannabis : Maggie De Block dit, très sereinement, qu'il faut examiner la situation. De Wever dit non. Le vrai patron, celui qui dit aux ministres ce qu'ils peuvent dire ou pas, c'est Bart De Wever. Et Charles Michel ne dit rien, il n'intervient même pas.

Le PS se prépare au confédéralisme ?

Non. Gouverner c'est prévoir, on a toujours envisagé tous les scénarios. Mais on ne se prépare pas matériellement au confédéralisme. Et il y a une insatisfaction aussi forte en Flandre qu'en Wallonie par rapport à ce gouvernement. La N-VA essaie de communautariser le problème. Mais, pour y arriver, ils doivent recourir à de vieilles et grosses ficelles comme la collaboration, faut pas demander...

Le confédéralisme, ça arrangerait bien le PS, parti régionaliste ?

On est un parti régionaliste. Mais, pour nous, il y a encore un socle absolument indispensable, la Sécurité sociale. ■

« En quelques heures, le gouvernement MR/N-VA a cassé les grands compromis belges »

« Dans un an ou deux, il y aura une Di Rupo-mania »

La campagne de pub du PS, elle n'était pas un peu populiste ?

De nouveau, on parle beaucoup plus de la forme que du fond. La caricature politique a toujours fait partie du débat démocratique. On aime bien les caricatures du début du siècle, avec un ouvrier en casquette, un patron en chapeau buse (sourires). Mais je ne sais pas pourquoi, aujourd'hui, ça passe moins bien. Pourtant ce n'est que la forme 2.0 de la caricature de l'époque (redevenant sérieux). Mais j'entends. J'entends ! Pendant la semaine de Toussaint, des gens m'ont parlé de ça. On doit y être attentif. Si ça ne passe pas, il faut en avoir conscience et il faut rectifier le tir.

Quelle opposition allez-vous mener ?

Ce qui compte, c'est le fond. Est-ce que les réformes du gouvernement Michel/Jambon sont justes ? Non ! Efficaces ? Non ! C'est ça, le débat. Nous allons mener une opposition constructive. Nous avons spécialisé nos députés fédéraux : chacun sur un sujet. Ce n'est pas un shadow cabinet, mais c'est une organisation très bien faite, comme le PS sait le faire. Dans chaque domaine, on va faire des contre-propositions. Et on argumentera. Un très vieux militant m'a dit : "Attention à ne pas refaire ce qu'on a fait en 60 !" On avait fait une opposition d'une virulence telle qu'on a perdu les élections en 1961. On est retournés au gouvernement mais affaiblis, parce qu'on est apparus comme agressifs et violents, on faisait peur. Donc, clairement, on condamne les violences, contre le siège du MR et dans la manifestation de jeudi. On condamne toute grève sauvage.

Vous changez de style d'opposition ?

On n'est pas sourds, je vous le répète. Et on doit trouver nos marques. Nous ne sommes pas une organisation syndicale. Nous sommes au Parlement, c'est là que nous allons faire l'opposition.

Vous auriez dû être président du PS ? Une figure de la nouvelle génération, pour renouveler le parti, les idées ?

J'ai vraiment fait le choix très sereinement d'être à Namur. J'ai le plus grand respect pour Elio Di Rupo.

Ah ! une réponse langue de bois !

Non, non, vraiment. Dans beaucoup de démocraties, ancien Premier ministre, c'est une fonction extrêmement importante. Je suis convaincu que dans un an ou deux, il y aura une Di Rupo-mania, une nostalgie des années Di Rupo, comme avec Verhofstadt.

La nostalgie, ce n'est pas l'avenir.

Non, mais c'est très important pour nous. On a toujours été un parti d'appoint au fédéral, jamais au centre du jeu. Or, là, pendant deux ans et demi, le PS a incarné la Belgique, la stabilité du pays. Et c'est un des nôtres qui l'a fait.

De nouveau, c'est le passé.

Oui, mais c'est un acquis très important pour l'avenir. Le président du PS, dans la mémoire collective, c'est l'homme de la stabilité, de la civilité. Les gens se souviennent comment c'était quand le PS gouvernait, ils voient la différence avec le MR et la N-VA. Cela crédibilise notre opposition. Et tout ça a fait l'objet d'une réflexion collective au sein du parti. Bien sûr qu'on en a discuté.

Mais vous n'en aviez pas envie ?

J'étais candidat aux régionales. J'ai fait un score au-delà de mes espérances, qui me permettait d'être candidat à la fonction que je n'avais jamais envisagée.

Vous ne mentez jamais en interview ?

(Rires.) Je devrais ! Pendant les négos wallonnes, j'ai pris goût aux matières, j'ai vu le momentum pour la Wallonie. ■

